

Batir une alliance mondiale face à l'apartheid social

Note sur l'axe thématique: Economie et Société

en préparation des rencontres de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire de décembre 1997

Philippe Guirlet

Cette note de synthèse présente des extraits d'un travail de recherche¹ sur les causes de l'exclusion sociale et sur diverses propositions alternatives dans les champs économique, social et politique en vue d'un monde plus juste et solidaire.

La progression incontrôlée de l'exclusion sociale dans les pays occidentaux et l'échec avéré des politiques de développement dans de nombreux pays du Sud, avec leur cortège de pauvretés et d'explosions de violence, nous oblige à repenser le modèle politique et économique occidental en cours de mondialisation.

Tout d'abord, nous sommes en train d'apprendre à nos dépens que la science et le programme technologique de l'Occident n'apporte pas seulement au genre humain une plus grande aisance matérielle mais qu'il se trouve tre aussi à l'origine d'une part, d'une dégradation largement irréversible des éco-systèmes, et d'autre part, d'un assujettissement des hommes et des femmes à ses impératifs économiques et techniques. La nécessité vitale de préserver les ressources de la planète commande dès aujourd'hui de mettre un sérieux coup de frein à leur exploitation totale.

Ensuite, le système capitaliste et libéral - censé favoriser l'épanouissement de tous mais fondé ds le départ sur l'individualisme radical, promettant un enrichissement personnel illimité et offrant l'illusion de pouvoir consommer des produits de plus en plus variés - finit par aliéner les populations qu'il prend pour cible en raison de la nécessité devant laquelle il se trouve de maintenir un niveau toujours supérieur de productivité et de compétitivité. Soumis à la logique réductrice et fatalement uniformisatrice de la performance, du moindre coût, du temps compté, la personne qui choisit de succomber aux sirènes libérales se retrouve bien vite broyée par un système qui n'a que faire de l'humain puisque sa seule vocation est de faire de l'argent. Doit-on s'étonner, dès lors, des ravages que le système néo-libéral en voie accélérée de mondialisation fait subir à presque tous les peuples du monde ? Abruties par le travail ou privées d'emploi, assujetties au consumérisme ou interdites de consommer, les victimes du néo-libéralisme rejoignent les millions d'autres humains déjà sacrifiés sur l'autel de la prospérité occidentale, mythe inaccessible qui ne profite qu'aux plus riches.

Enfin, le système néo-libéral échoue à répondre aux besoins grandissants d'une population mondiale en forte croissance, se discréditant totalement sur le point même où il devrait faire preuve de son efficacité en tant que modèle soi-disant indépassable de production et de reproduction. Or, la croissance débridée des populations est devenue le principal enjeu auquel doivent faire face les sociétés et le monde dans son ensemble.

¹ Ce travail de recherche, mené par Philippe Guirlet depuis la fin de 1995, fera l'objet d'une publication dans le courant de l'année 1998. Pour mener à bien ce travail, il a notamment bénéficié du soutien et des conseils suivis des personnes suivantes: Claude Bijon, Noël Cannat, Henryane de Chaponay, Candido Gryzbowsky, Alain Kernevez, Gustavo Marin, Carine Pionetti, Jacques Poulet-Mathis, Jean Werquin. La présente note de synthèse est enrichie par les apports de Philippe Amouroux, Marcos Arruda et Laurent Fraysse, participants au chantier Socio-Economie solidaire de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire.

Partie 1 - Un espace pour chacun dans un monde ouvert à l'autre

« Nous risquons aujourd'hui une énorme cité mondiale où l'injustice primitive, délibérée et consciente d'elle-même, serait la seule condition possible d'un bonheur statistique des masses, monde se rendant pire que l'enfer à toute âme lucide. »

Dominique Dubarle

CONSTAT [A] - La migration impossible ou forcée

Dans le programme des sociétés modernes se trouve inscrite l'extinction des populations rurales et, en particulier, des peuples indigènes de l'hémisphère Sud et de la région arctique dont le territoire a été constamment violé par la fièvre exploitatrice du capital et dont le droit à la vie et à la survie culturelle est menacé par la convoitise des entreprises minières ou forestières. De même se trouvent condamnés des millions de nomades dont le mode de vie reste incompris². Rappelons l'histoire récente des Hommes bleus du Sahara - les Touaregs - qui se sont heurtés à l'absurdité de devoir présenter des papiers d'identité pour franchir les frontières qui traversaient leur pays de sable.

Les déplacements de population induits par les raisons évoquées ci-dessus sont de plus en plus souvent des *évités devant l'inhabitable*. Ils deviennent le fait de populations appauvries contraintes par la misère, les guerres ou la dégradation de leur environnement immédiat. Les populations déplacées se retrouvent enfermées dans des camps de réfugiés, des ghettos, des cités d'immeubles vagues à l'apparence ou des bidonvilles aux abords des grandes villes.

Dans le même temps, on assiste à une augmentation des phénomènes de rejet de l'étranger (lutte contre l'immigration) et d'intolérance vis-à-vis de l'Autre (racisme) qui induisent une mise à l'écart (ghettoïsation) des populations immigrées. Le sans-logis, qui est à sa manière lui aussi un migrant, se verra de la même façon rejeté par ses compatriotes. Le dénuement dans lequel se trouve une personne devient un motif d'exclusion.

Dans ce monde parcellisé et ségrégataire, il est devenu de plus en plus difficile de chercher ailleurs une terre plus hospitalière. **Les pauvres, souvent victimes de leur éviction de territoires qu'ils occupaient autrefois, se voient refuser une liberté de mouvement et d'établissement pourtant nécessaires à leur survie et à leur future intégration.**

CONSTAT [B] - Archaïsme et modernité de la consommation démographique

De tous temps, explique Jacques Weber à l'aide du concept de *consommation* les sociétés ont cherché à interdire ou modérer la croissance des choses (*consommation* des richesses) et des êtres humains (*consommation* démographique) dans un but de protection de leur structure sociale.

Les biens en excès sont en quelque sorte l'occasion de cérémonies et de fêtes, par l'engagement de dépenses somptuaires (grands travaux de type pyramide d'Égypte ou château de Versailles...), ou encore par la mise en œuvre de programmes qui paraissent aberrants et disproportionnés (course aux armements...). Des comportements de gaspillage typique de la société de consommation de masse ainsi que le phénomène d'obsolescence accélérée des moyens de

² Bharat Dogra, "Nomads need understanding and a helping hand", New Delhi, 1997.

production du système capitaliste moderne s'inscrivent sans aucun doute dans ce cadre³.

La consommation démographique regroupe diverses pratiques sacrées et nombre d'usages sociaux visant directement à freiner la croissance des populations : remplissage des couvents et des monastères dans la chrétienté et en Asie bouddhiste, sacrifices de femmes fécondes dans les civilisations précolombiennes, mais aussi déclenchement de guerres... La liste est longue de tous ces exemples qui nous paraissent aujourd'hui anachroniques ou "inhumains". Mais sommes-nous bien sûr d'en avoir fini avec ces pratiques ? L'augmentation du nombre des exclus au nord comme au sud ne traduit-elle pas une cruauté sociale très semblable. Nos sociétés ne se débarrassent-elles pas, elles-aussi, par l'exclusion, d'un excédent de population qui menace leur équilibre interne.

L'origine du concept de *consumation* est de montrer clairement que les ressorts qui mènent à l'« exclusion des surpopulations » ne sont généralement pas d'ordre naturel, mais qu'ils sont consciemment ou inconsciemment actionnés par des sociétés pour se défendre. Ils sont mis en oeuvre par des élites autrefois religieuses ou militaires, aujourd'hui civiles, et profondément ancrées en chaque élément d'un corps social établi, qui, reconnaissons-le, ne le vit pas si mal puisqu'en dépend la poursuite de sa paisible existence. Peut-être est-elle dictée également par un système économique qui se débarrasse de ceux qui ne s'inscrivent pas dans la division sociale du travail ou le projet consumériste (populations tribales et classes du bas de l'échelle sociale). Vue sous cet angle, l'exclusion sociale apparaît bien comme une forme moderne de *consumation* démographique, peut-être la forme la plus terrible qui n'ait jamais existé, puisqu'elle ne prend même plus la peine de dissimuler ses pratiques barbares et funèbres sous les uniformes de la religion, de l'ordre public ou de l'armée.

Nous connaissons déjà le visage odieux du racisme qui reproche chez l'étranger coupé des siens la différence de son apparence physique et de son appartenance culturelle. ***Aujourd'hui, il nous est donné de voir l'image insoutenable de l'exclusion : l'exclu, seul et sans recours, face à sa propre diminution physique, son désarroi moral et sa mort sociale certaine, dans un monde qui ne veut plus de lui.***

FACTEUR [1] - L'appropriation privée ou publique de tous les espaces viables

Un des facteurs essentiels des phénomènes d'exclusion est la tendance à l'enfermement des Etats-Nations dans leurs frontières et à l'intérieur de ceux-ci l'appropriation privée ou publique de tous les espaces viables :

- La mise en place des Etats modernes s'accompagne d'un gonflement du Domaine Etatique. De larges territoires ruraux ainsi que des espaces urbains sont peu à peu réquisitionnés et transformés en sites d'infrastructures publiques (réseaux routiers, aéroports, centrales électriques, barrages hydrauliques, etc...) ou en zones militaires. Ce phénomène largement entamé dans les pays industrialisés touche désormais les pays en voie de développement. Une forme moderne d'appropriation publique de l'espace consiste à créer des réserves naturelles dont l'autochtone est exclu, tandis que le touriste est convié.
- Dans le même temps, le processus de développement de mode capitaliste libéral, qui exige une reconnaissance constitutionnelle du droit à la propriété privée, accélère l'appropriation privée des patrimoines fonciers et naturels. Devenue l'objet possible d'un échange marchand, la propriété des espaces sauvages, des terres agricoles, des baux emphytéotiques se concentrent progressivement entre des mains de moins en moins nombreuses. Le résultat est que ***nous constatons aujourd'hui une disparition des espaces communautaires, ainsi qu'une extrême inégalité dans la répartition des terres et du patrimoine***, du fait que l'accession à la propriété par un individu exclut tout autre de l'accès au même droit de propriété. Dans le cas des biens productifs où l'être humain engage sa force de travail (y compris, donc, l'habitation pour un

³ Jacques Weber souligne qu'il existe « d'autres voies possibles à cette consommation des choses : la course à l'espace en est une ; la compétition dans le développement des arts en est une autre ; et la compétition dans l'aide au tiers-monde est celle qui concilie le mieux la consommation-stérilisation d'une part du produit, la poursuite de la croissance, l'expression de la compétition des blocs et, tout prendre... la paix. ». Jacques Weber, « Réflexions sur la portée du concept de consommation », Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 1984.

travailleur à domicile, la forêt pour un artisan, la pâture pour un éleveur, etc.), cette exclusion est éthiquement irrationnelle et est à la racine de toute autre forme d'exclusion et d'aliénation.

FACTEUR [2] - L'Urbanisation galopante, cercle vicieux de l'Exclusion

À en croire nos dirigeants, fine fleur de l'élite urbaine, réunis à Istanbul à l'occasion du Sommet Habitat en Juin 1997, l'Urbanisation de la planète est un phénomène inéluctable. La seule question autorisée est alors de savoir comment gérer au mieux à l'avenir les masses humaines qui affluent et continueront d'affluer vers les villes.

Il n'est pas question ici de refuter le fait urbain largement inéluctable dans un monde de plus en plus peuplé, comme nous invite à le croire le postulat de Teilhard de Chardin sur la compression planétaire (*'l'accumulation toujours plus compacte d'êtres humains dans des territoires toujours plus limités'*). Par ailleurs, les villes ont été et demeurent des centres essentiels pour les activités politique, marchande, productive, spirituelle et artistique des communautés humaines. En revanche, il s'agit de dénoncer sans appel le caractère totalement insoutenable de l'Urbanisation actuelle dans sa tendance à la formation de mégapoles d'une manière totalement désordonnée qui ne prend pas en compte les équilibres écologiques et les besoins spécifiques des populations migrantes dans l'aménagement de leur nouvel espace de vie. Le mythe de la ville moderne ne résiste pas à un examen des conséquences écologiques et anthropologiques de l'urbanisation.

« *Le rythme actuel de croissance des mégapoles, entraîné par l'expansion souveraine du 'Néo-libéralisme', ne peut à terme qu'engendrer des désastres écologiques⁴* ». Ces centres de population dense et de consommation immodérée engendrent une pression énorme sur les ressources naturelles qui sont à leur portée. De fait, l'explosion urbaine engendre une désertification et une stérilisation des zones rurales environnantes qui, devenant invivables, poussent des familles entières à se réfugier dans les villes. L'exode rural massif venant renforcer le phénomène urbain, le cercle devient vicieux.

Les villes modernes, fondées sur des principes fonctionalistes et une vision fragmentée du monde, finissent par détacher l'être humain de la nature. Il en résulte pour beaucoup un stress mal vécu et une profonde anxiété qui s'expriment dans ses manifestations les plus extrêmes sous la forme de montée de la délinquance, de dépendance aux drogues, de violences à l'égard des femmes, des vieux et des malades, etc. D'autant que perdu dans la foule, l'individu se retrouve vite isolé. Il ne dispose plus des liens sociaux qui pourraient l'aider à gérer sa propre angoisse, et perd également les réseaux traditionnels de solidarité, qui, au moment de difficultés passagères, auraient pu empêcher sa chute dans le gouffre de l'exclusion sociale.

FACTEUR [3] - L'Imprévoyance face aux drames prévisibles du sous-développement, des Epidémies et des famines

Face à l'enlisement économique et social de certaines régions, nous pouvons craindre que toutes les solutions accessibles ne soient pas mises en oeuvre pour résoudre les problèmes ou limiter leur extension. Cette crainte est justifiée par les difficultés croissantes de mobilisation de fonds pour la coopération au développement en dépit des signes alarmants d'une remontée de la pauvreté. « Plus d'une centaine de pays sont dans une situation pire aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a quinze ans. Chaque année, treize à dix-huit millions d'autres humains, principalement des enfants, meurent de faim ou de causes liées à la pauvreté », indique James Gustave Speth, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement.

De plus, la faiblesse des réactions (pour le moins leur lenteur) devant l'irruption de nouvelles Epidémies tel que le sida ou la survenance de famines dont le danger est pourtant programmé ne manque pas d'inquiéter. Les meurt-de-faim et les sidéens se retrouvent ainsi victimes de l'imprévoyance qui veut que des moyens préventifs ne soient pas mis en oeuvre.

⁴ Ahmed A. Khalil, « Environmental Degradation and its implication on rural development », Journal of rural reconstruction, vol XXX, N°1, 1997.

Plus généralement, c'est le choix du mode de développement qui est en question. S'agit-il de réduire la pauvreté en laissant libre cours aux macromarchés, aux entreprises et banques globales, aux agences multilatérales et à la diffusion du mode de vie des pays post-industriels comme le veut la Banque Mondiale ? Ou s'agit-il de s'attaquer aux facteurs qui produisent l'appauvrissement de travailleurs et travailleuses actuels et potentiels dans le nord comme dans le sud ? Parmi ces facteurs, il y a les rapports commerciaux inégaux et injustes entre nord et sud, l'enrichissement des élites et la concentration des capitaux et du contrôle sur ceux-ci, la dette extérieure et l'actuelle politique d'endettement, l'ajustement structurel qui vise une intégration subordonnée et dépendante des économies du sud dans le système mondial du capital, l'écrasement de la diversité et de la souveraineté territoriale, socio-économique et culturelle par l'expansion du modèle exogène de développement et de croissance, les divers facteurs de destruction écologique, etc.

FACTEUR [4] - L'indifférence face à la souffrance d'autrui

Non-assistance à personne en danger : tel pourrait être l'acte d'accusation d'une société qui laisse errer des personnes indigentes, seules et sans toit, refusant de leur tendre un sein qu'elle a pourtant opulent. En Amérique du nord et en Europe occidentale, les hivers se succèdent sans que soient apportées les solutions de long terme qui rendraient un avenir aux millions de sans-abris. L'assistance publique fait figure de parent pauvre des services publics, incapable de combler le défaut de solidarité communautaire de la part de populations empêtrées dans un mode de vie productiviste et consumériste. A la différence peut-être des pays en développement, les sociétés "développées" n'ont plus le projet d'intégrer les classes sociales défavorisées. L' se situe une des causes essentielles de l'apartheid social naissant.

Du coup, c'est tout un projet de société qui s'effondre dont les fondements se trouvaient énoncés dans les articles de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, et notamment dans son article 22 : *« Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels, indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays. »*

FACTEUR [5] - L'inconséquence face au risque identitaire

Il n'est pas surprenant de voir ressurgir les querelles ethniques, tribales, religieuses, et de constater une prolifération des fondamentalismes de toute sorte, des sectes et des mouvements populistes, en réaction à une société sans pitié dans laquelle se trouvent bafoués chaque jour un peu plus les droits fondamentaux de la personne humaine. A l'exclusion des uns répond l'intolérance des autres, qui engendre à son tour des exclusions.

Les réponses apportées d'un côté par les nostalgiques d'un ordre ancien, et de l'autre, par les partisans d'une fuite en avant ne diminuent pas les tensions nées de l'accroissement du *risque identitaire* souligne Patrick Viveret dans un essai récent. Elles débouchent au contraire sur des situations explosives que laissent prévoir « *la mise en place sournoise d'un apartheid économique et démographique et l'affaiblissement constaté du lien politique et du fait démocratique. A terme, elles mènent inéluctablement à des affrontements, voire à des guerres qui seront d'autant plus meurtrières qu'elles seront des guerres du sens* »⁵.

⁵ Patrick Viveret, *Démocratie, passions, frontières - Réinventer la politique et changer d'échelle*, FPH, Juin 95.

FACTEUR [6] - La connivence face au retour de la barbarie

Dans un ouvrage intitulé «La violence et le sacré», René Girard indique que les sociétés ont de tous temps recherché un «bouc émissaire social». En France aujourd'hui, ce sont les immigré(e)s que l'on dénonce comme pilliers des richesses nationales ou auteurs de troubles, et très vite, c'est le maghrébin que l'on jette à la Seine. Inversement, en Algérie, c'est la modernité occidentale que l'on met au pilori et toutes ses manifestations que l'on décapite sauvagement. Dans les deux pays, des discours de haine prononcés par des extrémistes xénophobes recueillent un succès populaire croissant que des responsables politiques mal inspirés tentent de récupérer par la promulgation de lois indignes prenant pour cible l'étranger. Ils engendrent des phénomènes de diabolisation de l'étranger et de repli des sociétés sur elles-mêmes qui sont extrêmement préoccupants. Ils ont réitérés dans le passé les signes précurseurs de dérives totalitaires et les déclencheurs des pires épisodes de barbarie que l'humanité ait connus.

Ce dont nous avons besoin, dit Patrick Viveret, c'est d'un projet politique et philosophique. Il s'agit de déplacer la frontière qui soudait hier les sociétés contre les ennemis extérieurs, aujourd'hui introuvables, pour «*affronter notre propre barbarie intérieure. La nouvelle frontière, si elle est géographiquement à l'échelle planétaire, se situe anthropologiquement en nous-mêmes. Nous sommes face à la nouvelle frontière humaine.*».

PROPOSITION [1] - Promouvoir la compréhension de l'autre - «l'espoir culturel»

Afin de désamorcer les tensions qui conduisent à la mise au pilori des étrangers, ne convient-il pas en priorité de promouvoir les échanges et le dialogue interculturels qui font de la constatation des différences une richesse ?⁶. La multiplication des voyages de jeunes d'un pays à l'autre offre en ce sens une lueur d'espoir, de même que le regain des arts populaires traditionnels et modernes. Il s'agirait également de ***réaffirmer l'importance de la culture et de la spiritualité dans les échanges internationaux pour susciter une admiration et un respect réciproques entre les peuples.***

PROPOSITION [2] - Une autre vision du monde - «l'espoir au féminin»

Le ralentissement de la croissance des populations se heurte au fait que les femmes, notamment en Afrique, ne sont reconnues et respectées qu'en tant que mères de famille nombreuse. Il y a urgence à encourager d'autres formes d'accomplissement des femmes en levant les nombreux obstacles à leur participation à la vie économique, sociale et politique. Il est temps également de reconnaître à sa juste valeur le rôle des femmes dans la gestion du monde. L'augmentation des revenus et des patrimoines détenus par les femmes permettrait, outre une élévation de leur statut, de garantir tout à la fois une baisse de la fécondité, une réduction de la mortalité infantile, et une sécurité plus grande pour les parents vieillissants.

L'enjeu d'une participation accrue de la moitié recluse de l'humanité à la vie publique dépasse de loin la seule dimension démographique. C'est en effet une toute autre vision du monde que les femmes apporteraient avec elles, «*Éfondée sur la coopération plutôt que la compétition*»⁷.

⁶ Cf. «L'autre», sous la direction de Bertrand Badier et Marc Sadoun, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1997.

⁷ Joël de Rosnay, «L'homme symbiotique», Editions Seuil, Paris.

PROPOSITION [3] - Freiner la croissance des mégapoles - L'Espoir au vert

Contrairement à la tendance actuelle massive, mais somme toute récente, de regroupement dans d'immenses mégapoles, la poursuite d'un mouvement d'occupation de zones d'habitat et d'activités diversifiées paraît plus adaptée pour répondre à l'exclusion. N'est-il pas essentiel de relancer la réflexion sur l'aménagement du territoire, pensé non plus dans le cadre de la nation mais dans le cadre d'espace locaux où s'enracinent les cultures et les humains en relation avec leur environnement. A titre d'exemple, le concept original de foyers ruraux autonomes ('self-contained rural settlements') proposé sans succès à l'époque par Gandhi mérite certainement un nouvel examen⁸.

Au sud, la question de la préservation des campagnes est encore plus vive. Anil Agarwal, environnementaliste indien renommé, nous apprend qu'à la fin du siècle, il y aura trois indiens par hectare et un risque majeur d'épuisement des ressources naturelles. L'objectif principal est donc selon lui une augmentation équitaine et durable de la biomasse qui ne reposeraient pas simplement sur un développement technologique (mécanisation, bio-technologies) souvent non respectueux des écosystèmes villageois complexes et fragiles, mais avant tout sur la participation des populations à la régénération de leur environnement. Il conviendrait pour cela de restituer aux plus démunis le droit d'usage des espaces collectifs que sont les forêts et les terres communales et domaniales. Il s'agirait également de relancer le processus de redistribution des terres qui fut trop vite avorté.

PROPOSITION [4] - La réappropriation de l'espace par les shérifs - L'Espoir nomade

Doit-on poursuivre sur la voie sclérosante de la sédentarisation de la plante ou, au contraire, promouvoir une liberté accrue de circulation des personnes et la multiplication d'espaces d'accueil où le dynamisme propre aux migrants trouverait à s'exercer?

Dans son dernier ouvrage⁹, No'el Cannat nous livre des réflexions particulièrement stimulantes sur ce qu'il appelle l'Espoir nomade. Le salut pourrait venir, selon lui, de représentants - les peuples nomades et autochtones, les paysans et éleveurs, les ruraux émigrés, les exclus des pays riches - qui ont conservé des traces d'esprit nomade. Selon lui, « l'alternative n'est pas entre une croissance sans frein et un développement durable, deux perspectives également sédentaires, mais entre un discours sur le monde vu comme un objet manipulable à toutes fins, et une vision du monde considéré comme un lieu de pâturage par des communautés désireuses avant tout de préserver leur cohésion interne et leur liberté de mouvement en s'accommodant de la pénurie ».

Aller vers une liberté accrue de mouvement. S'appuyer sur l'extraordinaire capacité d'adaptation des humains. Favoriser la pratique ancestrale de la migration, y compris à l'intérieur des nations en facilitant l'établissement autonome de populations marginalisées, mais aussi le repeuplement de lieux trop vite désertés. Autant de réponses à contre-courant de la logique actuelle d'enfermement des populations.

Mais la réappropriation de l'espace au profit des populations dépossédées ne se fera pas sans une délicate remise en cause du droit de propriété. Un exemple historique fameux vient à l'appui de cette affirmation: l'expropriation des biens nobiliaires et de l'Eglise lors de la Révolution française de 1789. Sont en cause aujourd'hui les patrimoines détenus par des personnes morales (grandes entreprises, collectivités locales, Etat...) et les grands propriétaires privés. Afin de procéder à une répartition plus juste des patrimoines, ne faudrait-il pas aujourd'hui s'engager dans la formulation de nouveaux principes et valeurs pour légitimer la propriété privée, à savoir notamment, le travail et la réimplantation familiale ou collective en équilibre dynamique avec la nature ?

⁸ Cf. Sureshwar D. Sinha, « Security in the new world order », Chanakya Publications, Delhi, 1993

⁹ No'el Cannat, « La révolte des outsiders », Éditions de l'Harmattan, Paris, 1997.

Partie 2 - Une Économie solidaire

« Les temps modernes sont l'époque de l'exploitation systématique et sans
contrainte
des ressources naturelles ; de l'exploitation des peuples dits 'primitifs' conquis ;
et enfin de l'exploitation systématique de l'homme moyen. »

Norbert Wiener, in « Cybernétique et société », 1954.

CONSTAT - La croyance immodérément dans la toute-puissance de l'Économie

Depuis le Néolithique, les humains, ou plutôt les femmes, ont trouvé un autre moyen de répondre à la ponction supplémentaire prélevée sur la nature par une population plus nombreuse. Il ne s'agissait plus d'agir directement sur la démographie, mais d'augmenter en exploitant le rendement de la terre. L'invention de l'agriculture offrait une réponse plus douce (féminine?) à la pression démographique. L'essor du commerce a suivi, qui revenait à prendre à bas ce qui manquait ici, et inversement. Plus tard, l'Occident se lancera jusqu'à l'exacerber dans cette voie de croissance de la production et des échanges passant au stade industriel et marchand, en affublant au passage du doux nom de développement.

Dans un tel contexte, la puissance des mécanismes économiques qui permet de répondre à la croissance exponentielle des besoins des sociétés humaines est fortement sollicitée... Et elle est bien sûr vaincue, lorsque les peuples nécessiteux constatent de fait un formidable et soudain accroissement des biens disponibles.

Qu'il faille pour les obtenir vendre en échange des ressources précieuses parfois irremplaçables, doubler ou tripler son temps de travail afin de multiplier sa production de biens d'échange, ou encore s'assujettir à un donneur d'ordre en échange d'un salaire, peu importe puisque l'on en a un besoin pressant.

Ainsi se met en place la domination de l'Économie sur la société, qui paraît irréversible. Car une fois les besoins essentiels satisfaits, l'Économie s'emballe en réponse au désir de richesse des individus. En s'appuyant sur l'exemple de libéralisation du commerce du grain en France entre 1763 et 1770, Dominique Carre¹⁰ défend la thèse selon laquelle nous serions passés avec les physiocrates d'une Économie de subsistance à une Économie qui proposait l'opulence. Les humains passaient alors du minimum de conservation de l'existence au maximum de la jouissance. Peu à peu se mettait en place une **Économie politique de la jouissance**.

De nos jours, cette croyance dans la possibilité d'une 'croissance illimitée' forme toujours le noyau du concept nord-occidental de développement, posée comme pensée et doctrine unique pour le monde entier. Elle justifie un processus accéléré de globalisation et de mondialisation centré exclusivement sur les mécanismes du marché, la tendance à la concentration du capital et de la richesse et la valeur de compétition même lorsque celle-ci prend un caractère prédateur. Or, ce modèle nous semble être à la racine des crises contemporaines d'excès de production (y compris de déchets), d'exclusion sociale croissante, d'épuisement des écosystèmes et de réduction du pouvoir d'achat des masses entraînant une baisse de la demande effective.

¹⁰ Dominique Carre, L'invention de l'Économie au XVIII^e siècle, PUF-L'Éviathan, 1995.

Néanmoins, il ne suffit pas de s'entendre dans la dénonciation des risques certains que le système capitaliste et libéral en voie de mondialisation fait courir à l'humanité et à la planète. De nombreuses opportunités surgissent dans le même temps (telle que la diminution du besoin de travail salarié pour la production de biens) qu'il s'agirait de repérer et saisir afin de construire sur de nouvelles bases un système économique et social plus juste et solidaire. Parmi les principaux défis du prochain siècle et millénaire, citons : l'invention de nouveaux systèmes de rémunération et de redistribution, de contrôle et de répartition des biens productifs sur la base notamment d'une redéfinition des concepts centraux en économie de valeur et de travail ; l'édiction de normes écologiques imposant des limites à l'exploitation des ressources ; la définition de critères d'orientation de la production, du commerce et de la consommation introduisant les notions de besoin et de suffisant ; la promotion d'une autre forme de globalisation-mondialisation, de nature participative et solidaire, prenant comme principale référence le communautaire au niveau local dans toute sa dimension culturelle en étroite liaison avec les niveaux régional, continental et global ; etc.

FACTEUR [1] - ÔLÕargent-roiÕ - vecteur de lÕinjustice sociale

S'inspirant de la thèse de Karl Polanyi¹¹, selon laquelle les sociétés traditionnelles ont été disloquées par la généralisation du marché auto-régulateur, et son extension, au delà des marchandises produites, à la terre, au travail et à l'argent, l'économiste français Michel Beaud remarque que « (...) *le marché auto-régulateur réduit les relations humaines et sociales à des relations d'argent ; l'existence en tant qu'homme, femme ou enfant dans la société passe désormais par l'argent dont on dispose. (...) Une fois à l'écart Dieu, la sagesse et les valeurs susceptibles de servir de ciment, ne reste guère, comme mobile social, que l'argent et l'achat de marchandises ; or son efficacité est fondée sur l'inégalité - les plus riches étant soucieux de maintenir ou de creuser l'écart, les autres cherchant à monter dans l'échelle. (...) D'où les inégalités toujours renouvelées et l'exclusion toujours renaissante. D'où aussi, les violences à l'égard des ressources de la planète et des équilibres planétaires, des espèces vivantes et de la vie (...)* ».

FACTEUR [2] - La science et le marchŽ, responsable de la double rupture Žcologique et sociale

Dans la *Plate-forme pour un monde responsable et solidaire*, signŽe par plus de 2000 personnes dans plus de 100 pays, les croyances immodŽrŽes dans la science et le marchŽ sont dŽsignŽes explicitement comme Žtant les responsables de la double rupture Žcologique et sociale ^ lÕorigine des dŽsŽquilibres du monde actuel.

Sans les mŽfaits dÕune science aveugle et dÕun marchŽ glouton, le dŽveloppement constitue certainement une voie possible¹². Mais il lui faut pour cela scrupuleusement respecter la logique du vivant et les rgles de partage de la vie en sociŽtŽ, tous deux prŽceptes ignorŽs par le mode de dŽveloppement capitaliste et libŽral. Ce sont finalement les mythes fabriquŽs en Occident de la science moderne et du marchŽ quÕil nous faut interroger en profondeur et remettre en question si lÕon veut donner ^ lÕhumanité une chance de continuer sa route¹³.

¹¹ Karl Polanyi, "The great transformation", 1944

¹² Cf. Manfred Max-Neef, « Desarrollo a escala humana », Nordan-Comunidad/REDES, coll. Ecoteca, Montevideo, 1993.

¹³ Cf. Pierre Thullier, « La grande implosion », Fayard, Paris, 1996

PROPOSITION [1] - Formuler un nouveau concept de développement participatif et endogène

La coopération internationale pour le développement a pris son véritable essor à la fin de la deuxième Guerre Mondiale avec la création des institutions internationales de développement. Plus récemment est apparu un véritable engouement pour le travail des ONG dans les pays du Sud. De multiples écoles se sont relayées pour proposer des modèles-miracles de développement. Au regard des déséquilibres persistants entre le Nord et le Sud, mais aussi de l'appauvrissement de la diversité culturelle dans le monde, plusieurs questions viennent à l'esprit : Quelles sont les motivations réelles des pays donateurs ? Dans quelle mesure interviennent des motivations sub-conscientes d'origine historique (volonté de rachat ou de maintien de l'influence des anciens colonisateurs) et religieuse (disposition chrétienne à la charité) dans la politique de coopération des pays riches ? Quelle est la part de la générosité (en réponse à des besoins locaux réels) et celle de l'intérêt commercial et stratégique ? Le discours et les pratiques sur le développement conduisant pour une large part à la généralisation du mode de vie occidental à l'échelle de la planète ne sont-ils pas un leurre pur et simple conduisant à la destruction des ressources et des cultures locales ?

A l'opposé d'un concept de développement exogène et des pratiques actuelles de coopération des pays occidentaux appliquées avec force soutien des élites des pays du sud, ne s'agit-il pas de promouvoir DES notions autochtones de développement et des formes de coopération adaptées aux conditions locales et ancrées dans les cultures des peuples concernés ? Cette idée ne dispensant évidemment pas les pays riches d'un devoir de solidarité, voire de réparation des dommages d'ores et déjà portés.

PROPOSITION [2] - Repenser la mondialisation

Beaucoup s'entendent désormais pour dire que les firmes multinationales et les institutions financières mondiales ont une responsabilité majeure dans les problèmes écologiques et sociaux actuels. Ne convient-il pas de contrer les instruments de la globalisation ? Ne faudrait-il pas également trouver d'autres formes à la mondialisation qui soient respectueuses des cultures variées du monde et de la préservation des ressources de la planète ? Comment mettre en place des relations internationales équilibrées dans les domaines économique et commercial, monétaire et financier, qui soient bénéfiques à tous les partenaires ?

PROPOSITION [3] - Organiser la décroissance économique du Nord

Dans un texte non publié datant de Mai 1995, Louis Bretton de la CIMADE, France, écrit que « l'organisation et le fonctionnement du système économique des sociétés du Nord contribue au maintien dans l'oppression et la pauvreté des pays du Sud par un fait majeur : elles détruisent beaucoup plus que leur part des ressources non renouvelables. (...) Pour qu'une répartition plus équitable des ressources entre le Nord et le Sud soit seulement concevable, il faut nécessairement que le Nord réduise la production qu'il opère. (...) Tout discours sur le développement qui ne s'inscrit pas dans cette perspective est vain, hypocrite ou mensonger. »

PROPOSITION [4] - Vers une économie au service des très humains

« La mondialisation des échanges, le primat de l'économie de marché, la course à l'excellence rendent certes l'économie de plus en plus efficace et accroissent la productivité de l'ensemble, mais en excluant (ou en exploitant) les personnes et les pays qui n'arrivent pas à suivre le train du progrès, qui ne sont pas compétitives »¹⁴. Ce constat conduit Patrice Sauvage à plaider pour la promotion d'une « économie plurielle ». Deux voies sont envisageables :

¹⁴ Patrice Sauvage « Économie et lien social dans les quartiers - Promouvoir une économie plurielle », OCDE, 10/95.

- « *admettre et valoriser une variété d'activités économiques en amont de l'économie marchande mondialisée* ». Dans une optique héritée de Fernand Braudel, il s'agit de « *revaloriser le rôle de l'économie de subsistance et de l'économie de marché locale face à l'économie-monde* ». ¹⁵
- « *Favoriser des mixages entre les différentes formes d'économie (de marché, publique et de coopération), permettant d'articuler les ressources du marché, de la sphère publique et de la société civile pour créer de nouveaux emplois et activités répondant aux besoins non satisfaits(...)* » ¹⁶. C'est la voie très prometteuse de « *l'économie solidaire* » qui vise à reconnaître et permettre le foisonnement d'activités créatrices de lien social ¹⁷.

PROPOSITION [5] - Remettre en cause la répartition des revenus

Comme nous l'avons vu précédemment, « l'horreur économique » ¹⁸ repose en grande partie sur l'attribution d'une valeur monétaire à toutes choses (processus de marchandisation). Or, il est un moyen de détourner l'argent du piège sur lequel il est grimpé du fait de son pouvoir illimité d'acquisition des ressources naturelles et humaines. Ce moyen consiste à **remettre en cause la répartition actuelle des revenus** en s'intéressant en premier lieu aux moyens d'existence des populations situées aux deux extrêmes de l'échelle sociale (les très riches et les très pauvres).

Ne convient-il pas en priorité de **fixer des limites à l'enrichissement des personnes physiques et morales** qui prend un caractère de plus en plus choquant en cette période d'exclusion sociale massive ? Ne faut-il pas d'une certaine manière civiliser les riches, c'est-à-dire leur rappeler que leur richesse est issue d'une civilisation dans laquelle ils ont peut-être pris une part active mais où ils ne sont pas seuls.

À l'autre bout de l'échelle sociale, les personnes les plus pauvres pourraient se voir garantir un revenu minimum financé par la collectivité dans le but de préserver l'intégrité physique et la dignité de ses membres les plus vulnérables. En Europe, un débat est en cours sur la forme que doit prendre un tel mécanisme de solidarité sociale (*Revenu Minimum d'Insertion, Revenu Minimum d'Existence, Dotation Universelle*, etc).

PROPOSITION [6] - libérer l'initiative économique des personnes défavorisées.

Interdire ou de restreindre l'économie souterraine ou informelle, ne faut-il pas plutôt encourager son développement, quitte à se passer pour un temps de ressources fiscales, et à restreindre plus tard les activités dans la légalité ? Comprendons-nous bien : il ne s'agit pas d'encourager des activités illégales et dangereuses (drogue...) ou une surexploitation de travailleurs (ateliers clandestins...) mais de lever des barrières à l'entrée (accréditations, dépôt de garantie exorbitants, réglementation sanitaire trop minutieuse, etc...) qui entravent l'initiative économique, et qui ne se justifient parfois que pour protéger la situation de producteurs installés.

Ne pas décourager, mais aussi encourager des activités créatrices de moyens d'existence ou de revenus en particulier dans les milieux pauvres, notamment par un accès facilité à l'autoproduction ou au crédit ¹⁹.

¹⁵ François-Xavier Verschave, « Libres leçons de Braudel - Passerelles pour une société non excluante », Syros, 1994

¹⁶ Jean Louis Laville, « Les services de proximité en Europe - Pour une économie solidaire », Syros, Paris, 1993.

¹⁷ Cf. Luis Razeto, « Los caminos de la economía de solidaridad », Vivarium, Santiago du Chili, 1993.

¹⁸ L'expression est due à Viviane Forrester, « L'horreur économique », Fayard, Paris, 1996.

¹⁹ David Hulme & Paul Mosley, « Finance against poverty », 2 volumes, Routledge, London, 1996.

PROPOSITION [7] - Des relations et des Échanges sans monnaie

Un autre moyen de détruire l'argent-roi est d'encourager l'éclosion de relations et d'échanges entre les humains qui ne reposent plus sur le facteur monétaire mais sur leur utilité sociale. S'inscrivent dans ce cadre non-marchand des innovations sociales telles que :

- ⇒ la mise en place de *« Réseaux d'Échanges de Savoir »* en France ou au Brésil;
- ⇒ le développement dans les pays anglo-saxons et en France de *« Système d'Échange Local »* (SEL);
- ⇒ le fonctionnement d'*« économie de communion »* en Italie...
- ⇒ Le développement de *« communautés intentionnelles »* en Amérique du Nord

PROPOSITION [8] - Socialiser la richesse des sociétés

Remettre à sa place l'économie revient aussi, paradoxalement, à reconnaître la place croissante que celle-ci a prise dans le fonctionnement global des sociétés. N'est-il pas temps de prendre la mesure de la socialisation croissante de l'économie, notamment en mettant en évidence, comme nous y invite l'économiste Michael Porter, l'importance essentielle des investissements publics et des transferts sociaux pour la prospérité économique ?

Parallèlement, il s'agirait d'augmenter la transparence des choix publics effectués par les décideurs politiques et les administrateurs publics car ils s'apparentent parfois à des subventions payées par la collectivité à des agents privés, entreprises ou consommateurs.

Dans un contexte de socialisation croissante de l'économie ou les transferts sociaux et les investissements publics sont la condition même de l'exercice prospère d'une activité économique, est-il scandaleux de demander à certaines entreprises et à certains citoyens prospères de participer en retour à la cohésion sociale.

A l'économie socialisée doit correspondre une socialisation de la richesse produite ou détenue.

PROPOSITION [9] - Refonder l'économie sur une nouvelle analyse de la valeur

Toutes les réflexions et initiatives qui visent à élargir la sphère économique hors de la stricte sphère marchande, sont encourageantes parce qu'elles concourent à « engager une politique contre la science économique »²⁰ telle que celle-ci s'est construite depuis deux siècles. Elles nous invitent à penser une nouvelle répartition et une nouvelle utilisation des revenus et richesses créés par l'activité économique des sociétés humaines.

La question essentielle est de savoir sur quelle base procéder à ce qui apparaît ni plus ni moins comme une refondation du système économique d'ensemble. Peut-être en amenant la science économique à retrouver son questionnement d'origine : la valeur.

Certaines réflexions novatrices sur la valeur ouvrent la voie d'un dépassement de l'économie Politique traditionnelle, qu'elle soit de tradition marxiste ou libérale. L'économiste canadien Gilbert Boss nous convie par exemple à reconnaître « les mérites mal jugés de l'ensemble des facteurs qui entrent véritablement dans l'enrichissement général », à savoir le patrimoine culturel et technique²¹. C'est sur ces nouvelles bases que devrait se reconstruire la science économique qui n'a pas dans ses fondements actuels la faculté de concevoir des réponses aux problèmes du monde moderne.

²⁰ Bernard Perret et Guy Roustang, *« Économie contre la société »*, Seuil, Paris, 1994.

²¹ Gilbert Boss, « Métamorphoses de l'économie » Revue Esprit, Paris, Août-Septembre 1995.

PROPOSITION [10] - Repenser le travail

La philosophe Dominique MŽda nous engage ^ reconna”tre l’historicitŽ trs marquŽe de nos sociŽtŽs fondŽes sur (aliŽnŽes par) le travail²². En moins de deux sicles, le travail est devenu un *Œfait social total*, soutenu par les pensŽes chrŽtiennes, humanistes et marxistes qui s’ accordent ^ lui confŽrer des vertus pour l’Žpanouissement des humains et leur socialisation, alors qu’il est souvent un moyen au service de la logique capitaliste et que la subordination est le coeur du travail salariŽ.

Marcos Arruda, ěconomiste brěsilien, nous invite ^ repenser le travail comme toute action consciente, intentionnelle, qui gěnere une transformation dans le monde et, rěciproquement, une transformation sur soi-měme. Selon lui, « *le problěme de l’aliěnation est justement que notre monde centrě sur la valeur capital (et non sur la valeur travail) crěe une fragmentation de l’ětre humain par rapport ^ ses actions transformatrices du monde et de soi-měme. (...) Le rětablissement de sa capacitě de crěation et d’innovation libre - ‘le travail liběrě’ - est une condition de sa liběration et de sa pleine intěgration en tant que sujet/acteur conscient et actif, dans l’ěvolution cosmique. ‘L’utopie du travail liběrě’ est une utopie enraciněe dans notre rěalitě humaine et dans nos potentiels d’ěvolution individuelle et collective, donc une utopie rěaliste.* »²³

Cette utopie pourrait prendre appui sur « *la mutation technologique et la transformation socio-culturelle* »²⁴ ěque vivent les sociŽtŽs modernes, pour parvenir ^ l’ěmancipation humaine, ^ l’ěcllosion de la crěativitě de chacun et ^ l’interaction fěconde, coopěrative et solidaire avec les autres et avec la nature.

²² Dominique MŽda, ŒLe travail - Une valeur en voie de disparitionŒ, ALTO-Aubier, Paris 1995

²³ Cf. Marcos Arruda, « Globalization and civil society - Rethinking cooperativism in the context of active citizenship », text prepared for the Conference on Globalization and Citizenship, Institute for the Investigation of Social Development of the United Nations (UNRISD), Geneva, December 1996.

²⁴ Cf. Jacques Robin, ŒQuand le travail quitte la sociŽtŽ post-industrielleŒ, Œditions du Grit, Paris, 1995.